



Briefing de Bruxelles sur le développement n° 47 **Commerce régional en Afrique : moteurs de développement, tendances et opportunités**

Organisé par CTA, l'IFPRI, le Secrétariat ACP, la Commission européenne (DG DEVCO), et Concord

3 février 2017, 09h00-13h00
Secrétariat ACP (Avenue Georges Henri 451, 1200 Bruxelles)
<http://brusselsbriefings.net>

1. Contexte

Le commerce et l'intégration à l'échelle régionale sont en tête des préoccupations politiques mondiales, avec de nombreux pays cherchant à conclure des accords commerciaux de différentes configurations. On observe un intérêt renouvelé pour le rôle du secteur privé ainsi que pour la réduction et l'élimination des obstacles au commerce, afin de décupler la croissance économique en encourageant le commerce et les investissements. Le lien entre commerce, intégration et développement offre de l'avis général un immense potentiel de croissance durable et de réduction de la pauvreté, ainsi que des opportunités d'amélioration du bien-être des producteurs comme des consommateurs, pour peu que les gouvernements soient en mesure de développer et d'appliquer des politiques en ce sens. Dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, le rôle du commerce dans l'atteinte des Objectifs de développement durable est reconnu dans de nombreux domaines. La cible 2.b de l'ODD 2 appelle à la correction et la prévention des restrictions et distorsions commerciales sur les marchés agricoles mondiaux, tandis que les cibles 17.10 à 17.12 de l'ODD 17 mettent en lumière l'importance du commerce, notamment dans les pays les moins développés.

2. Commerce régional en Afrique : les conditions d'une meilleure intégration

La concrétisation du potentiel de commerce et d'intégration régionale en Afrique n'a jamais été aussi urgente. De nombreux pays du continent ont été touchés par une chute de la demande et une réduction des revenus d'exportation résultant des défis rencontrés à l'échelle mondiale, causés par la crise financière de 2009 et la crise de la zone euro, laquelle a eu un impact particulièrement fort dans les pays d'Afrique comptant l'Union européenne parmi leurs principaux partenaires commerciaux (Traore et Sakyi, rapport IFPRI). Une instabilité accrue de l'économie mondiale est par ailleurs redoutée en raison de développements politiques comme la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (BREXIT), face à laquelle l'Afrique subsaharienne devra développer de la résilience (Sabwa, rapport IFPRI).

À un niveau plus local, il est urgent de créer des emplois et de diversifier l'activité économique en Afrique subsaharienne. On s'attend à ce que la population jeune du continent double pour atteindre 830 millions d'ici à 2050, et selon la Banque africaine de développement, « entre 10 et 12 millions de jeunes entrent sur le marché du travail chaque année, tandis que 3,1 millions d'emplois sont créés, ce qui laisse de nombreux jeunes sans emploi ».¹ Ce profil démographique très jeune peut constituer un formidable atout pour l'Afrique, si les pays parviennent à accroître la participation des jeunes dans l'agriculture, étant donné qu'ils sont en mesure d'apporter de nouvelles compétences, de développer des technologies, de favoriser l'entrepreneuriat et, en définitive, d'agir comme consommateurs (Sabwa, rapport IFPRI). L'appui historique et actuel sur une gamme restreinte d'activités économiques, centrées sur le pétrole, le gaz, les minerais et l'agriculture primaire, empêche les pays africains de développer un avantage comparatif vis-à-vis de leurs exportations, qui pourrait encourager la concurrence, promouvoir une valeur ajoutée, générer des liens commerciaux régionaux plus forts et augmenter les revenus par la production et la commercialisation de marchandises à plus forte valeur ajoutée (Badiane, Odjo et Collins, rapport IFPRI).

Enfin, la sécurité alimentaire ne pourra être atteinte en Afrique subsaharienne que grâce à un commerce et une intégration accrus à l'échelle régionale. Badiane et Odjo (IFPRI, 2016) affirment que « l'augmentation

¹ Banque africaine de développement, 2016
http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Images/high_5s/Job_youth_Africa_Job_youth_Africa.pdf

du commerce intra-africain et intrarégional ainsi que le rôle croissant des marchés continentaux et régionaux comme destinations majeures des exportations agricoles par les pays africains suggèrent que les flux commerciaux transfrontaliers exerceront une grande influence sur le niveau et la stabilité de l'approvisionnement alimentaire intérieur ». Les changements climatiques et autres facteurs environnementaux entraînant des pénuries alimentaires rendent plus important que jamais l'accroissement de la résilience dans les systèmes agroalimentaires. En Afrique orientale et australe, les conséquences du phénomène météorologique El Niño ont été importantes pour l'agriculture et la sécurité alimentaire en 2016, entraînant une insuffisance de production de 9,3 millions de tonnes de maïs en Afrique australe, et une sécheresse ayant mené à des pénuries alimentaires en Éthiopie. Il est donc crucial de promouvoir le commerce régional afin d'atteindre la sécurité alimentaire, notamment devant la menace de volatilité des prix alimentaires et de réchauffement climatique (Sabwa, rapport IFPRI).

a. Communautés économiques régionales – engagement politique et volonté politique

Sur le plan politique, les gouvernements et institutions d'Afrique ont démontré leur volonté de lancer le processus de développement de mesures visant à augmenter le commerce et l'intégration régionale, dans les régions concernées ainsi qu'au niveau continental. En juin 2015, la Zone tripartite de libre-échange (TFTA) a été lancée par les États membres des blocs régionaux représentant l'Afrique orientale et l'Afrique australe, soit la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), qui constituent par ailleurs les trois plus grandes communautés économiques régionales (CER) du continent. La TFTA est la plus grande zone de libre-échange d'Afrique : elle couvre 48 % de pays, 58 % de la production continentale, 57 % de sa population, et 25 % du commerce intrarégional (Perspectives économiques en Afrique 2016). Un projet de commerce et intégration régionale encore plus ambitieux a vu le jour le même mois lors du 25^e sommet de l'Union africaine, avec le lancement de négociations pour la Zone continentale de libre-échange (CFTA), qui doit se conclure en 2017 avec l'objectif de créer à partir de cette année un marché unique de plus de 1 milliard d'habitants (avec une estimation de 2 milliards ou plus d'ici à 2050), représentant un produit intérieur brut de plus de 3 000 milliards de dollars US. Elle inclurait les huit CER actuellement reconnues par l'Union africaine.²

Une caractéristique déterminante de ce programme de commerce et intégration régionale est l'importance donnée à l'agriculture comme secteur essentiel à l'accroissement du commerce interrégional et intrarégional au sein du continent, particulièrement son potentiel d'amélioration du bien-être économique pour les communautés rurales (où vivent plus de 60 % des Africains)³ et de réduction des niveaux de pauvreté. Cela concorde avec la reconnaissance actuelle de l'agriculture comme secteur central dans de nombreux pays africains, y compris parmi les plus grandes économies du continent, ainsi que comme secteur prioritaire pour des institutions régionales et internationales.⁴ Des dirigeants africains ont pris l'engagement en 2014 de tripler le commerce intra-africain dans les marchandises et services agricoles d'ici à 2025, dans le cadre de la Déclaration de Malabo adoptée au 23^e sommet de l'Union africaine, qui se tenait à Malabo, en Guinée équatoriale, en juin 2014.

b. Échanges commerciaux et tendances à l'échelle régionale

En ce qui concerne le commerce intrarégional africain, représentant le commerce réalisé par des pays *au sein* d'une région, on ne parle pas simplement d'ambitions futures et d'objectifs lointains. Il existe déjà une croissance stable du commerce entre régions africaines, mais elle demeure faible par rapport à d'autres

² CEN-SAD (Communauté des États sahélo-sahariens), COMESA (Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe), CAE (Communauté d'Afrique de l'Est), CEEAC (Communauté économique des États de l'Afrique centrale), CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), IGAD (Autorité intergouvernementale pour le développement), SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe) et UMA (Union du Maghreb arabe)

³ Brookings Institute (2016) « Foresight Africa: Top priorities for the continent in 2016 » https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/01/foresightafrica2016_ch6-3.pdf

⁴ Banque africaine de développement, 2016 http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Images/high_5s/Job_youth_Africa_Job_youth_Africa.pdf

régions du monde. Quoi qu'il en soit, cette croissance reflète la demande en hausse en provenance des économies émergentes, tandis que celle des partenaires traditionnels stagne ou décline. Toutefois, cela indique également une baisse des coûts associés au commerce intrarégional, par exemple en termes de connectivité physique comme numérique, ainsi que le développement de chaînes de valeur plus régionales.

Selon les Perspectives économiques en Afrique 2016, le commerce intrarégional représentait en 2000 10 % de la totalité du commerce effectué en Afrique, et s'est accru pour atteindre 16 % en 2014, bien qu'il y ait des différences importantes d'une région à l'autre, la valeur de ce commerce intrarégional étant la plus élevée dans la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe) et UMA (Union du Maghreb arabe) et la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), et la plus faible dans les pays de la CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) et de la CEEAC (Communauté économique des États de l'Afrique centrale). À titre de comparaison, le commerce intrarégional représentait en 2014 61 % du commerce total en Asie, 69 % en Europe et 56 % en Amérique.

En ce qui concerne le commerce agricole, il convient de noter que « les marchés intra-africains ne représentaient en moyenne que 34 % des exportations agricoles des pays africains entre 2007 et 2011 (Badiane et autres, 2014). Cette estimation des auteurs montre que pour l'agriculture, « la SADC avait la plus importante part du commerce intrarégional (42 %), tandis que la CEDEAO avait la plus faible (6 %). La part de la COMESA était de 20 %. » Cela dit, les pays de la SADC sont encore loin d'acquiescer la moitié de la valeur régionale en commerce agricole.

Cette croissance progressive du commerce et de l'intégration intrarégionale en Afrique ne maximise pas les gains potentiels présentés par le commerce et l'intégration régionale ; à tout le moins représente-t-elle la récolte des fruits les plus mûrs. D'importants obstacles au commerce et à l'intégration entre les régions doivent encore être levés, notamment dans le secteur agricole, au sein duquel la majorité des citoyens africains les plus pauvres sont actifs et qui représente le plus gros bassin d'emplois du continent. Les problèmes suivants sont considérés comme très importants par les responsables économiques : les différences majeures au sein des régions africaines et entre elles ; le manque de diversification économique ; et des infrastructures faibles ou limitées ([Perspectives économiques en Afrique, 2016](#)). L'approche suivie avec la TFTA consiste à miser sur les avancées déjà mises en place par les CER respectives en harmonisant les accords commerciaux régionaux, en facilitant la circulation des marchandises dans les corridors de transit, en développant les infrastructures transfrontalières et en autorisant la libre circulation des dirigeants d'entreprises.

3. Commerce agricole en Afrique : défis, opportunités et rôle des PPP

a. Défis liés au commerce et au développement agricoles

L'Afrique demeure un importateur net de nourriture, et depuis 1980, ses importations alimentaires ont constamment augmenté plus vite que ses exportations, avec un record d'environ 50 milliards de dollars US en 2008.⁵ Selon la Banque africaine de développement, le continent dépense jusqu'à 35 milliards de dollars US chaque année en importations alimentaires. Si cette tendance se poursuit, la facture des importations alimentaires en Afrique pourrait atteindre 110 milliards de dollars US d'ici à 2025.⁶ Cette augmentation des importations alimentaires est due à plusieurs facteurs, notamment l'explosion démographique du continent, dont la population a doublé lors des 30 dernières années, et la demande en hausse des zones urbaines en expansion, dont les modes de consommation favorisent les marchandises transformées et importées. Enfin, la productivité agricole de l'Afrique a échoué à suivre le rythme de ces tendances et ne parvient pas à concurrencer les produits agricoles importés. Cette productivité insuffisante est mise en évidence par la faible utilisation d'intrants (fertilisants, pesticides, eau/irrigation, semences hybrides et résistantes aux

⁵ Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique. « Tendances et enjeux dans l'alimentation et l'agriculture pour une action régionale et nationale dans le cadre des ODD », 29^e session, mars 2016, ARC/16/3 (Abidjan, Côte d'Ivoire, 4-8 avril 2016)

⁶ http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/Keynote_Speech_delivered_by_Dr._Akinwumi_A._Adesina_President_of_the_African_Development_Bank_Group_at_the_Africa_Green_Revolution_Forum_Nairobi_8_September_2016.pdf

parasites, etc.) et de technologies dans la majorité de la production agricole africaine. Dans la plupart des cas, les fermes familiales de taille modeste, lesquelles se taillent la part du lion de la production agricole du continent, s'appuient encore à ce jour sur le travail manuel pour atteindre la productivité.

En raison de ces facteurs, les exportations agricoles de l'Afrique et sa compétitivité commerciale ont échoué à croître de manière significative, et la part africaine des exportations agricoles mondiales est restée sous les 5 % dans les 15 dernières années. Il est à noter que les exportations de nombreux pays continuent à se concentrer sur les cultures commerciales ou produits primaires comme le cacao, les agrumes, le café et le coton, dont le prix peut subir de fortes fluctuations d'une année à l'autre. Cela rend les pays africains particulièrement vulnérables aux chocs d'offre et à la volatilité des prix alimentaires, laquelle a un effet négatif sur la sécurité alimentaire et la nutrition, de même que sur la croissance économique durable (Traore et Sakyi ; Badiane et Odjo, rapport IFPRI).

Il est donc nécessaire de mettre en place des marchés régionaux, des échanges commerciaux interrégionaux et intrarégionaux ainsi qu'une meilleure intégration entre les pays africains, afin que le continent développe une plus grande résilience aux chocs et fluctuations des marchés internationaux. Il est par ailleurs essentiel de transformer l'agriculture du continent, car les chaînes de valeur régionales peuvent offrir des économies d'échelle pour les producteurs et transformateurs, celles-ci pouvant ensuite promouvoir de meilleurs investissements dans le secteur, ainsi que de plus hauts niveaux de productivité et de compétitivité par rapport aux produits alimentaires importés. En comparant le commerce agricole intrarégional à une part du commerce total des produits agricoles au niveau mondial, on obtient une bonne indication de la relation qui existe entre le niveau d'intégration régionale et le commerce intrarégional. Dans les pays européens, le niveau de commerce agricole intrarégional se maintient à 75 % du commerce agricole total, par rapport à 63 % en Asie et 40 % dans les pays d'Amérique. En Afrique, ce pourcentage a fluctué entre 13 et 20 % entre 2000 et 2013, soit significativement moins que d'autres régions plus intégrées (Goundan et Fall, rapport IFPRI). Les auteurs mettent en cause plusieurs facteurs, comme la faible capacité de production, le manque d'infrastructures et de services associés au commerce, le rôle limité du secteur privé dans les initiatives d'intégration régionale, la faible diversification des produits commercialisés, la taille réduite des marchés de consommateurs et la qualité des institutions, entre autres.

b. Tendances et opportunités de commerce agricole en Afrique

Malgré ces obstacles, une étude de Goundan et Fall (rapport IFPRI) démontre que la valeur du commerce agricole intra-africain a en fait connu une forte hausse, passant de 2,2 milliards de dollars US en 1998 à 12,8 milliards de dollars US en 2013, ce qui représente une croissance annuelle de 12 % au cours de cette période. En termes de volume, cette croissance annuelle moyenne est plus forte, s'établissant à 15,84 %. Il existe d'importantes différences d'une région à l'autre au cours de la même période (1998 à 2013) en ce qui concerne le commerce agricole intrarégional. La CEEAC affiche la plus forte croissance en la matière, soit 17 %, passant de 14 millions de dollars US à 147 millions de dollars US. Dans la SADC, le commerce agricole intrarégional a crû de 10 % seulement au cours de cette période, passant de 871 millions de dollars US à 3,82 milliards de dollars US, ce qui constitue la croissance la plus faible de toutes les régions. Le commerce agricole intrarégional est passé de 494 millions de dollars US à 2,84 milliards de dollars US dans la CEDEAO, soit une hausse de 12 %, et de 379 millions de dollars US à 2,87 milliards de dollars US dans la COMESA, soit une augmentation notable de 14 %. En ce qui concerne la composition du commerce intra-africain, les auteurs ont comparé les périodes de 1998-2006 (avant la crise économique mondiale) et de 2007-2013 (après la crise) pour déterminer que les légumes et la farine de blé étaient parmi les dix produits les plus commercialisés après la crise par rapport à la période d'avant-crise, et que les produits de la pêche étaient devenus les plus commercialisés entre les pays africains après la crise.

c. Mise en lien du développement des infrastructures et du commerce régional

Ces dernières années, l'Afrique a développé ses réseaux routiers et en a amélioré la qualité, bien que ces progrès ne soient pas reconnus de manière générale notamment en raison du manque de données. Les pays africains enclavés semblent à la fois disposer d'une densité routière inférieure à celle des pays côtiers et progresser plus lentement. Leur densité routière a en effet crû de 47 % entre 2000 et 2015, par rapport à 51 % pour le continent dans son ensemble. Cela représente toutefois une amélioration importante dans

les pays enclavés, qui doivent relever des défis particuliers en raison de leur isolement et de leur absence d'accès à la mer. La densité routière de l'Afrique a augmenté de 11,3 % entre 2000 et 2006, puis de 35,6 % entre 2006 et 2015. C'est l'Afrique australe qui présente la plus forte densité routière, suivie par l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique de l'Est, l'Afrique du Nord et l'Afrique centrale.

En ce qui concerne le développement du transport régional, l'approche du corridor est bien établie en Afrique. Les options multimodales sont de plus en plus nombreuses, à l'exemple du projet LAPSSET (Lamu Port–Southern Sudan–Ethiopia Transport Corridor), dont la construction a démarré en mars 2012 sur le site du port de Lamu, au Kenya. Nommée Lamu Port–Southern Sudan–Ethiopia Transport Corridor Project, l'initiative comprend un réseau ferroviaire, un réseau autoroutier, un réseau d'oléoducs, une raffinerie, des villes touristiques et l'aéroport de Lamu, pour un coût d'investissement total estimé à 16,4 milliards de dollars US. La conception de trois quais et des infrastructures associées a été étudiée en détail dans le port de Lamu, et les fonds sont disponibles pour le lancement des travaux. Environ 365 km de route du projet de corridor Lamu Port–Southern Sudan–Ethiopia Transport ont déjà été réalisés au Kenya et en Éthiopie, et les travaux sont en cours sur d'autres sections (Sabwa, rapport IFPRI).

Les pays africains rénovent leurs réseaux ferroviaires, y compris ceux qui ont une dimension régionale. Par exemple, des travaux sont en cours sur le réseau reliant Djibouti à l'Éthiopie, et le Kenya développe le réseau Mombasa-Nairobi, qui constitue la première phase d'un projet de voies normalisées qui reliera le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda et le Soudan du Sud (gouvernement du Kenya, 2015). La construction de cette ligne de 609 km a débuté en 2013 et devrait se terminer en 2018. L'Union économique et monétaire ouest-africaine supervise la construction du projet de ligne ferroviaire Dakar-Bamako, qui fait partie de l'Initiative présidentielle des champions des infrastructures et en est à la phase des études préliminaires.

L'un des projets phares de l'Agenda 2063 est la connexion de toutes les capitales et tous les pôles commerciaux d'Afrique par un réseau de train à grande vitesse qui intégrerait les réseaux existants. De nombreux pays mènent des projets nationaux. Par exemple, la construction de la ligne ferroviaire Abuja-Kaduna, au Niger, a démarré en 2011 et s'est terminée en 2014. En Éthiopie, une nouvelle ligne de chemin de fer est en construction entre Awash et Woldia, et devrait se terminer en 2015.

En ce qui concerne les infrastructures, les barrières non tarifaires (BNT) ont un effet considérable sur le commerce régional. Selon Sabwa (rapport IFPRI), entre 60 % et 90 % des coûts commerciaux sont liés aux BNT, qui vont au-delà de la mauvaise qualité des routes ou infrastructures ou tarifs douaniers élevés. Elles concernent des pratiques préjudiciables comme « la lourdeur des administrations frontalières, le manque de coordination entre les services, la faible coopération interfrontalière et la corruption ». D'autres obstacles non matériels au commerce intrarégional sont liés aux réglementations et procédures, comme l'absence d'harmonisation légale et réglementaire, la dualité de certaines procédures et réglementations, ainsi que la mise en œuvre insuffisante ou partielle d'accords et autres traités commerciaux régionaux.

L'élimination des barrières non tarifaires et la création d'un environnement réglementaire favorable mèneraient à une réduction des coûts du commerce transfrontalier et donc à une augmentation des échanges commerciaux intrarégionaux. Les résultats d'une simulation effectuée récemment par Ousmane Badiane et Sunday Odjo montrent que le commerce intrarégional augmente invariablement et de manière significative pour les céréales, racines et tubercules (les principales cultures vivrières) en cas de changement des coûts commerciaux ou des rendements⁷.

4. La voie à suivre : accélérer le commerce et l'intégration à l'échelle régionale

Au regard des montants dépensés en importation alimentaire, des changements démographiques en cours et de l'immense capacité de production agricole potentielle en Afrique, il est clair que des opportunités et un besoin pressant existent en matière d'accroissement du commerce agricole intrarégional et intra-africain. Dans le secteur privé, y compris pour les petits producteurs, il est particulièrement essentiel que

⁷ *Regional Trade and Volatility in Staple Food Markets in Africa*. Ousmane Badiane et Sunday Odjo dans *Analyzing Food Price Volatility and its Implications for Food Security and Policy*, édité par Matthias Kalkuhl, Joachim von Braun et Maximo Torero. 2016.

les initiatives de commerce régional soient liées aux programmes de transformation agricole définis par les pays et dirigeants africains.

Il est pour cela indispensable d'améliorer l'appui institutionnel et l'aide aux entreprises afin de promouvoir le commerce intra-africain et de lever les obstacles, particulièrement ceux qui concernent les infrastructures et les BNT. L'accent doit être mis sur la création d'un environnement favorable permettant au secteur public comme privé de développer et transformer le commerce agricole régional en Afrique, dans une optique de sécurité alimentaire, de création d'emplois et de croissance durable. Des politiques doivent en conséquence être mises en place au niveau national comme régional avec les partenaires institutionnels, avec les objectifs suivants : en premier lieu, améliorer la productivité agricole, en se focalisant notamment sur le développement de la chaîne de valeur ; en deuxième lieu, favoriser l'accès aux marchés et l'harmonisation des normes et procédures ; enfin, promouvoir et faciliter les échanges commerciaux.

5. Objectifs de la réunion

- **Vue d'ensemble détaillée des dernières données et de l'état du commerce régional en Afrique**, particulièrement dans le secteur agricole
- Examen analytique des **tendances et développements clés en matière d'intégration régionale** en Afrique, au niveau des institutions régionales et du secteur privé
- Étude du **rôle des partenariats, notamment les PPP**, entre les régions africaines et les organisations internationales, afin de **lever les obstacles** principaux à l'amélioration du commerce agricole régional.

6. Groupe ciblé

Environ 150 responsables ACP-UE, groupes de la société civile, réseaux de recherche, praticiens du développement, représentants du secteur privé et organisations internationales basées à Bruxelles.

7. Partenaires

Partenariat unique composé d'intervenants du développement, d'une organisation technique (CTA), d'agriculteurs, d'organisations du secteur privé et d'un centre de recherche agricole (IFPRI).

L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) propose des solutions réglementaires basées sur des recherches visant à réduire la pauvreté de manière durable ainsi qu'à mettre un terme à la faim et la malnutrition dans les pays en développement. Créé en 1975, l'IFPRI regroupe actuellement plus de 600 employés répartis dans plus de 50 pays. Ce centre de recherches fait partie du CGIAR, un partenariat mondial engagé dans la recherche agricole pour le développement.

8. Résultats

Un court rapport et des extraits seront publiés en formats imprimé et électronique peu après la réunion. Les données d'entrée et commentaires produits avant, pendant et après la réunion seront compilés sur le site web des briefings : <http://brusselsbriefings.net>.



Briefing de Bruxelles sur le développement n° 47

Commerce régional en Afrique : moteurs de développement, tendances et opportunités

Organisé par le CTA, l'IFPRI, le Secrétariat ACP, la Commission européenne (DG DEVCO), et Concord

3 février 2017 9h00-13h00

Secrétariat ACP (Avenue Georges Henri 451, 1200 Bruxelles)

<https://bruxellesbriefings.net/>

PROGRAMME

8h15-9h00 **Enregistrement**

9h00-9h15 **Présentation du Briefing** : Isolina Boto, Manager, Bureau du CTA à Bruxelles

Remarques introductives : Viwanou Gnassounou, Secrétaire général adjoint, Secrétariat ACP; Axel Pougin de la Maisonneuve, Chef d'unité adjoint, Commerce et intégration régionale, DG DEVCO Commission européenne; Ousmane Badiane, Directeur pour l'Afrique, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI); Michael Hailu, Directeur du CTA

Invité spécial : Les perspectives d'avenir de l'Afrique dans le commerce mondial
Dr Mukhisa Kituyi, Secrétaire général de la CNUCED

9h15-11h00 **Panel 1 : Aperçu du commerce régional en Afrique**

Ce panel donnera un aperçu des principales tendances du commerce inter et intra régional en Afrique et des principaux moteurs du succès.

Président : S.E. M. Tadeous Tafirenyika Chifamba, Ambassadeur du Zimbabwe auprès de l'UE

Panélistes :

- Tendances du commerce régional en Afrique
Ousmane Badiane, Directeur pour l'Afrique, IFPRI
- Financements innovants pour la transformation agricole
Josephine Mwangi, Directrice, Département de l'agriculture et de l'agro-industrie, BAD
- Nouvelles opportunités pour le commerce régional dans le cadre de la mise en œuvre des APE
Sandra Gallina, Directrice du Développement durable, DG Commerce, Commission européenne
- Défis et succès dans la mise en œuvre des accords commerciaux régionaux
Dominique Njinkeu, Directeur exécutif, Commerce africain et Développement durable (AFTSD)

11h00-11h15 **Pause-café**

11h15-13h00 **Panel 2 : Mise en œuvre du commerce régional : succès et opportunités à venir**

Ce panel examinera des exemples concrets de réussites dans la mise en œuvre des accords commerciaux régionaux et présentera diverses perspectives, y compris le secteur privé.

Présidente : S.E. Dr Ousmane Sylla, Ambassadeur de la Guinée auprès de l'UE

Panélistes :

- Les opportunités de croissance pour le secteur privé en Afrique de l'Est
Annette Mutaawe, Directrice Générale adjointe, TradeMark East Africa
- Nouvelles opportunités dans le commerce régional
Argent Chuula, Directeur général, Alliance pour le commerce des produits de base en Afrique orientale et australe (ACTESA)
- Promouvoir le commerce régional par le biais des PPP et du développement des agro-industries
Ishmael Sunga, PDG de la Confédération sud-africaine des syndicats agricoles (SACAU)
- Opportunités d'investissement et Partenariats Publics Privés
Nana Osei-Bonsu, Directeur général, Fédération des entreprises privées (FEP), Ghana

Conclusions : Roberto Ridolfi, Directeur pour la croissance et le développement durable, EuropeAid /DG DEVCO, Commission européenne ; Michael Hailu, Directeur du CTA

13h00 Déjeuner